

Hostiles aux manifestations antiforces étrangères : IBK réplique aux propos d'Oumar Mariko et ses camarades

MALI

528

www.malikile.com

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 24 JANVIER 2020

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



CNID Faso Yiriwa Ton

**Moutaga Tall
à la Presse**

**Seuil d'incompétence,
seuil de tolérance**



**Vie de la Nation : L'analyse globale
du Président du CSDM**



**Application de l'article 39 : 'Une loi ne se négocie
pas, mais elle s'applique**

AMPI

AGENCE Malienne de presse d'information et de communication

Malikilé

Quotidien d'information et de communication

La Direction & l'ensemble du personnel
de Malikilé souhaitent à tous ses lecteurs et lectrices

Une Bonne et
Heureuse Année



Une	Mountaga Tall à la Presse : Seuil d'incompétence, seuil de tolérance	P.4
Brèves	Attaques de Dioungani dans le cercle de Koro : Les terroristes font des dégâts matériels et humains!	P.11
	Attaque du camp de Chinagoder : Ba Mossa dans ses œuvres...	P.11
	Abdel Karim Konaté : Nouveau patron de l'Office du Niger	P.11
	Adama Fomba a sa sortie de la rencontre des syndicats avec l'Assemblée Nationale : « Il n'y a pas de raison que le gouvernement s'engage dans une logique de torpiller la loi »	P.12
	Tentative de braquage de l'agence orange Money à Faladié : L'étudiant Daouda Zerbo alias "Danger" tué par une balle perdue (Image d'illustration)	P.12
	Convocation du collège électoral : Les législatives mettent en danger la majorité	P.12
	Mamadou Sinsy Coulibaly : "C'est la corruption qui a gangrené notre Armée"	P.13
	Marche pacifique des enseignants : Ségou comme partout au Mali	P.13
Actualité	Application de l'article 39 : "Une loi ne se négocie pas, mais elle s'applique"	P.15
	Environnement et Assainissement : « Changeons les mentalités, pas le climat »	P.16
	Soutien aux FAMA : La PCC lance une collecte de fonds au profit des FAMA	P.17
Politique	Vie de la Nation : L'analyse globale du Président du CSDM	P.18
	Décentralisation et Développement des Collectivités Territoriales : FNAD-CT aux côtés de l'Armée malienne !	P.21
	Tiébilé Dramé sur BBC : « La décision prise par le CSA crée les conditions d'un retour progressif à la normalité »	P.22
	Hostiles aux manifestations antiforces étrangères : IBK réplique aux propos d'Oumar Mariko et ses camarades	P.23
Culture & société	« Grande nuit de soutien aux FAMA » : Les Maliens célèbrent leur armée	P.25
	FAIVA : 9ème édition à la rencontre des sans voix	P.26
International	En Côte d'Ivoire : Le clan Soro tente de s'organiser en l'absence de son chef	P.27
	Fathi Bachagha (ministre libyen-GNA) : « Notre camp politique respecte la trêve »	P.28
	CPI: Les avocats de la Côte d'Ivoire s'opposent à une requête de Laurent Gbagbo	P.29
Sport	Assemblée générale de la Fémafoot : Le collectif dénonce des irrégularités	P.30

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.11



P.16



P.23



Mountaga Tall à la Presse : **Seuil d'incompétence, seuil de tolérance**



Ce mercredi, 22 janvier 2020, Me Mountaga Tall, Président du CNID-Faso Yiriwa Ton (CNID-FYT), s'est adressé à la presse nationale et internationale, dans ses vœux de nouvel an, à la Maison de la Presse à Bamako. Ce fut l'occasion pour lui de saluer toute la presse en lui rendant hommage. Me Tall passe également en revue la situation de notre pays sur les plans sécuritaire, politique et social. Le Président du CNID-FYT évoque également la

question de la présence militaire étrangère au Mali et surtout la Gouvernance politique. Si Me Tall brosse un tableau peu reluisant de la situation du Mali, son discours n'est toutefois pas pessimiste car il se dit convaincu que le Mali se relèvera.

À tout seigneur, tout honneur. C'est par la presse que Me Mountaga Tall commence la présentation de ses vœux, en évoquant la 112ème place du Mali dans le classement mondial 2019

de Reporter Sans Frontières, soit une progression de 3 points par rapport à 2018. « Cette amélioration fort encourageante ne doit pas, cependant, cacher les contraintes auxquelles restent confrontés les organes médiatiques écrits et audiovisuels dont les moindres ne sont pas leur indépendance économique, la formation des journalistes et l'épée de Damoclès de la prison », déclare-t-il. Si Me Tall se prononce en faveur d'une « de la dépenalisation des délits de presse concomitamment avec une déontologie plus forte et une éthique plus soutenue », pour autant il ne délivre pas un blanc-seing à la presse locale, car, soutient-il, « aucune démagogie ne nous amènerait à confondre dépenalisation et impunité ». Pour qu'il ne subsiste aucune atteinte à la presse, Me Tall s'engage à « réclamer la vérité et toute la vérité sur la disparition de... Birama Touré, les menaces qui pèsent sur ceux qui disent en savoir quelque chose et sur l'assassinat sur notre sol des journalistes de Radio France Internationale (RFI) Ghislaine Dupont et Claude Verlon ».

Abordant le volet politique et le rôle de l'homme politique malien, le Président du CNID-FYT croit qu'il faut avoir « le courage et la lucidité d'une véritable introspection individuelle et collective et d'un devoir de vérité ». En effet, Me Mountaga Tall est convaincu que « le Mali est victime d'abord et surtout de ses dirigeants et de certains de leurs comportements ». Pour Me Tall, l'homme politique malien a failli à travers « le comportement de certains aventuriers politiques (les trahisons, les retournements spectaculaires de veste, la mauvaise gestion et les détournements de deniers publics, les invectives et les coups bas, les fraudes électorales et les scissions politiques, les discours irresponsables et excessifs, l'implication dans des scandales financiers, la non-prise en compte des besoins du plus grand nombre, l'abandon de nos valeurs sociétales, culturelles et religieuses...) » ce qui a fortement altéré l'image de l'homme politique et jeté un discrédit sur la politique.

Parce que l'homme politique malien a failli, « la Corruption, érigée au rang de politique d'État dans notre pays a tout gangréné, tout perverti : les élections, les diplômes, les passe-droits, les nominations, les promotions, les recrutements y compris dans l'armée, les marchés publics, les sentences judiciaires, le foncier... ». Me Tall sait de quoi il parle pour s'être engagé très tôt dans le combat politique et avoir côtoyé



toutes les grandes personnalités politiques de ce pays, de Alpha Oumar Konaré (qu'il a combattu au sein du Collectif des Politiques de l'Opposition) à Ibrahim Boubacar Kéita dont il s'est séparé pour marquer son opposition à la politique que celui-ci mène et qui ne correspond nullement aux idéaux de Mars 1991. « En effet, écrit-il, les mêmes au sommet de l'État depuis trois décennies, n'ont jamais rendu compte et ont conduit notre pays dans le précipice.

Ils ont poussé l'absence de patriotisme jusqu'à démanteler notre armée nationale, hier forte et crainte et à introduire la corruption en son sein. Pire, des fonds alloués à l'achat d'équipements et de fournitures militaires sont aujourd'hui détournés au vu et au su de tous et aucune dénonciation ni procédure ne semble troubler leurs auteurs également connus de tous ».

Au plan sécuritaire, Me Tall affirme que « La situation sécuritaire au Mali et dans la sous-région a atteint, aujourd'hui, un seuil critique » à cause des attaques incessantes et multiples qui font des centaines de victimes militaires et civiles. Évoquant la question de la force Barkhane « et à toutes les controverses qu'elle soulève » le Président du CNID-FYT se pose une question essentielle et y répond : « Que s'est-il passé entre 2012 et 2019 pour que la France,

accueillie et acclamée en sauveur soit accusée de tant de maux ? La réponse est toute simple : le manque de résultats visibles ». Faut-il pour autant se séparer de Barkhane ? Me Tall se contente d'affirmer que les forces françaises « n'ont pas vocation à rester ad vitae aeternam et (que) d'ailleurs les opinions publiques de leurs pays d'origine finiront par réclamer leur départ ». Quant à la MINUSMA, elle devra revoir sa

mission au Mali en s'octroyant « un mandat robuste ».

Associés au Front pour le Salut de la Démocratie, Me Tall et le CNID ont décliné leur participation au Dialogue National Inclusif (DNI) dont « La valeur ajoutée... aurait été d'apporter des solutions aux causes réelles des reports car disons-le, le gouvernement n'a pas refusé d'organiser les législatives : il n'a pas pu les





organiser en raison de ses engagements dans l'Accord d'Alger, de l'insécurité (plus de 100 communes n'ont pu participer à la DNI) et de l'impérieuse nécessité de revisiter le système et les textes électoraux du Mali, l'opposition politique n'étant pas disposée à subir à nouveau les fraudes constatées lors des présidentielles de 2018 ». Commentant une recommandation du DNI, Mountaga Tall déclare ironiquement : « A-t-on besoin de demander à un gouvernement responsable de « ramener la paix et la sécurité dans le pays et promouvoir le vivre-ensemble ; redéployer l'Administration et les services sociaux de base et de sécuriser les axes routiers » ? En fait ce n'est pas une question mais une conviction que l'ironie rend plus forte. S'agissant de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation, Me Tall estime que « le DNI aurait fait œuvre utile en indiquant les points à relire et à obtenir le consentement des mouvements signataires présents. Il n'en fut malheureusement rien. Par ce que verrouillé, ce débat n'a pas eu lieu ».

À propos de la crise scolaire actuelle qui menace la bonne poursuite des cours et la bonne tenue des examens, Me Mountaga Tall est formel : « le pouvoir, malheureusement, a atteint son seuil d'incompétence ainsi que l'atteste la relance de la crise scolaire et les Maliens ont quant à eux atteint leur seuil de tolérance ». Ainsi le Président du CNID-FYT estime que « les récentes déclarations du gouvernement sur la crise scolaire sont inacceptables et jettent inu-

tilement de l'huile sur le feu ». Abordant la question du procès de Amadou Haya Sanogo et autres dans l'affaire dite des 21 bé-

rets rouges tués en 2012, Me Tall est on ne peut plus clair : « Le respect de l'État de droit est une obligation impérative en démocratie. En cela et à défaut de pouvoir juger l'affaire dite des « bérets rouges », toutes les personnes incarcérées doivent être immédiatement libérées et des décisions définitives prises pour toutes celles qui sont poursuivies qui ne peuvent ni ne doivent demeurer plus longtemps dans une situation judiciaire incertaine qui frise la prise d'otages ».

C'est donc un Mountaga Tall fidèle à ses principes de bonne gouvernance, de respect de l'autre, de l'instauration de l'état de droit, fait de respect de toutes les libertés, que la presse malienne et internationale a écouté ce mercredi. Sans jamais porter atteinte à la dignité de qui que ce soit, il assène ses vérités, y compris à la presse venue l'écouter, dit sa conviction pour un Mali mieux géré pour le bien de tous, un Mali dont il dit qu'il se relèvera malgré tout, malgré les prédateurs et les charlatans de la République.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**



Moussa Mara Yelema



Moussa MARA soutient le renforcement des capacités des acteurs de la presse en subventionnant la formation des journalistes de différents organes de presse dans les domaines du montage des émissions et de la maîtrise des technologies d'information et de communication.

Mr Haidara, le représentant de MARA, a exhorté les journalistes à bien suivre cette formation et à traduire ses innovations dans leurs activités professionnelles au bénéfice de la presse et du pays.

MALI MALIN



Mali : Bamako: Un étudiant abattu hier nuit pour sa bourse

C'est l'étudiant qui a été tué par les braqueurs pour sa bourse à l'ECOBANK sur la route de l'OUA hier vers 20h. Il s'appelle Daouda_Zerbo étudiant à la FHG (Faculté de l'Histoire et de Géographie)

Or, ce matin il était parmi les étudiants marcheurs qui réclamaient leurs bourses lors d'une manifestation sur la colline du Savoir à Badalabougou. Les brousses sont tombés aux environs de 17h et il est parti pour faire retrait vers 21h. Il a été victime de ce malheureux événement.

Que son âme repose en paix et que les enquêtes continuent pour arrêter les malfrats de cet acte ignoble. Salif Bamako es sécurisé ?
Source : Djeliba 24

Aba Niare le maire de la commune II et son adjoint sont libérés ce mardi 21 janvier 2020.



Brahim Doumbo



Plus de onze millions de personnes mises en quarantaine,
Ne soyons surpris,
Prévenir vaut mieux que Guérir.

Bina Sogoba



Même avec l'eau sale on peut éteindre le feu.
Donc faisons attention

DIEU merci Le maire de la CII CHEICK ABA NIARE FODIE SALIM TRAORE ET BAKI sont libres ils sont à la maison.
Merci

PINAL



Mali: le Haut représentant du président de la République pour la région du centre se dit "prêt à dialoguer avec toutes les sensibilités dans la région y compris les chefs djihadistes Amadou Kouffa et Iyad Agaly." Devant la presse ce jeudi dans les locaux abritant ses bureaux à Bamako, l'ancien président Dioncounda Traoré a dévoilé les grandes lignes de son plan d'action pour résoudre le conflit au centre.

Aboubacar Doucouré



Plateforme des jeunes musulmans et patriotes du Mali PJMPM

Nouakchotte (Mauritanie)

Cérémonie de clôture du congrès international des Oulamas (savants) musulmans en Afrique:

sur le thème: RÔLE DE L'ISLAM EN AFRIQUE: Tolérance et modération comme remèdes à l'extrémisme et aux luttes intestine.

Sous le haut patronage du président de la république, Son Excellence Monsieur Mohamed Oulde Cheickh EL Ghazouani.

Initiée et organisée par le Grand Sheick le Guide Spirituel "Abdallah Ben Beya"

qui a invitée et regroupé plus 30 États, et plus de 300 participants venues des différents pays.

Félicitations à nos leaders religieux

Votre drapeau est fière de vous 🇲🇱



Issa Fakaba Sissoko



Issa Fakaba Sissoko est à : Niamey. Sahel : l'esclavage en questions... 10 journalistes des Studios Tamani et Kalangou se forment à Niamey sur le contexte sociologique de l'esclavage et de la traite des personnes, les instruments juridiques au Mali et au Niger, les conventions internationales sur la question, la protection des enfants, le lien entre la prostitution et l'exploitation, la migration et l'esclavage, etc. Comment les médias peuvent-ils contribuer à prévenir des crises à travers des productions sur des sujets constituant "des bombes à retardement" ? La problématique nous interpelle.

Cheick Ould Albina



Cheick Ould Albina est avec Fahad Ag Almahmoud. Les rires et leurs dérivations : Le rire de l'ex député, ancien indépendantiste, candidat potentiel aux présidentielles et candidat déclaré aux prochaines législatives... témoin du pouvoir de l'argent et du danger de l'arrivisme à la dignité.



MC Tiéfari Chi Diarra



JE SUIS ENSEIGNANT
Aucun pays ne peut se développer au monde sans un système d'enseignement adéquat et performant et cela ne pas également possible sans que le politique accorde un minimum d'importance à cette couche. Tous ceux qui sont représentatifs de l'État aujourd'hui ont été un jour au banc à suivre les enseignements d'un enseignant. Le meilleur cadeau qu'on peut offrir à son prochain est de partager sa connaissance avec lui. D'après un vieux enseignant ADAMA GUINDO dans l'un de ses ouvrages. Les enseignants ont partagé ce cadeau à nous tous qui parlent aujourd'hui au nom de l'État. Alors reconnaissons ce cadeau si précieux.
ENCORE UNE FOIS DE PLUS JE SUIS ENSEIGNANT



Touré Abdoul Karim



Nous nous entretenons. Nous détruisons tout ce qui peut être construit. Nous empêchons à nos populations le droit à l'éducation, à la formation et au travail. Toutes les atrocités se passent sur nos terres. Nos enfants errent comme des cerfs. Les familles ont perdu leur sens d'exister. Les regards sont remplis de ressentiment. La mort ne dit plus rien à personne. Les rencontres continuent tout comme les massacres. Les détournements, les achats d'influence, les décorations, les rassemblements dits religieux, bref une grande dose de mélange de cruauté et de l'ignorance. Oui, c'est une indignité historique et générationnelle. Pour être en mesure de se regarder et de se parler, il faut atteindre un degré minimum de conscience collective. Nous nous indignons d'être pointés par des comportements indignes alors que toutes les absurdités se font dans notre pays. Ce qui se passe au Mali est une preuve suffisante de l'irresponsabilité sur laquelle ce pays a été bâti. Comment se battre pour quelque chose auquel on ne croit même pas ?

Nous parlons d'échecs là où rien n'a été entrepris de façon volontaire et consciente. C'est une chimère qui a rongé toutes nos valeurs sociales. Les coeurs saignent et la désolation est partout. Les piliers pour la protection de la dignité humaine sont bafoués. La justice, la protection sociale volées en éclat. Après le vent des périodes dites démocratiques, certains se sont donnés la responsabilité de bâtir et d'éduquer un peuple, alors qu'eux-mêmes n'ont jamais réussi à franchir le seuil de l'enfantillage. Les conséquences seront plus dramatiques demain, parce que rien n'est fait aujourd'hui. Chacun regarde l'autre dans un état de survie et de fuite de responsabilité. Le Mali peut-il être la proie des massacres et de pillage économique sans les maliens ?
Touré Abdoul Karim

Ammy Baba Cisse



Accepter travailler avec les autres, partager leurs expériences et relevez avec eux les défis d'une nouvelle génération.

Le plus petit des actes vaut mieux que le plus robuste des discours.

Il y a des trahisons qui vous suivront toute votre vie. Là où les traîtres débarquent, ils n'auront point de confiance.

La République du Mali se paralyse à nouveau. Un premier coup au DNI et à ses metteurs en scène

Emmanuel Macron humilié à nouveau en Israël. L'accueil a été mouvementé

Selon le 22 Septembre, Boubou serait favorable pour appliquer l'article 39.

Figaro du Mali

Déjeuner le 22 janvier 2020 à Bamako pour le commandant de Barkhane, le général Pascal Facon, avec les présidents des commissions Défense (Karim Keïta), Affaires étrangères (Diallo Aïssata Touré), Lois (Zoumana N'Tji Doumbia) de l'Assemblée du Mali et l'ambassadeur Joël Meyer.



Amadou Tall

"RETOUR ANNONCÉ DE L'ARMÉE À #KIDAL"

-

Il s'agit d'un titre de #RFI hier. Tellement au Mali, on ne parle que de ça depuis cette semaine.

Tout d'abord, cela veut dire que les #FAMA (Forces armées maliennes) n'y étaient.

On était arrivé à tromper certains que l'armée était déjà à Kidal. L'administration aussi.

On a déjà réussi à tromper les maliens avec cette nouvelle annonce du retour des FAMA à Kidal.

Les maliens sont très contents. Tellement contents qu'ils ont négligé le mot "RECONSTITUÉE" accolée au retour de leur armée à Kidal.

Or, c'est dans le détail que le diable se cache. RECONSTITUÉE : ça veut dire quoi?



Il faut le savoir avant de se réjouir et danser de joie.

#ArméeReconstituée

Amadou Tall, inquiet.

Cela a commencé avec "La Flamme de la Paix" de Alpha Oumar KONARÉ. Cela va-t-il finir avec l'"Armée reconstituée" de IBK?

#IBK #Alpha #FlammeDeLaPaix #ArméeReconstituée

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT #LIBANAIS :

IL A ENFLAMMÉ LES RUES ET LE WEB -

Le nouveau gouvernement libanais dirigé par #HassanDIAB a vu le jour hier. Il compte 20 membres.

Ce cabinet n'a pas tardé à enflammer les rues (voir mon post précédent), car dirigé par un #chiite lié naturellement au #Hezbollah.

Mais il enflamme la grande Toile aussi. Les réseaux sont totalement en furie où l'on se déchire entre pro et anti.

Pour quelle autre raison donc? Le groupe comprend 6 jeunes femmes pimpantes (désolé, je n'ai pu vous en avoir que 5).

Une d'entre elles est tout simplement ministre de la Défense. C'est la toute première fois historique que cela se produise en pays arabe.

Les uns sont ravis, les autres sont rouges de colère et d'incompréhension. Il y a deux camps et pas trois. Zéro indifférent!

Dans quel camp est vous?

#Liban #Femmes #Gouvernement

VOEUX DU CNID A SON PRÉSIDENT, Maître #MountagaTALL. -

C'était le samedi 18 janvier dernier à son siège à Torokorobougou.

Les orateurs:

Me Mountaga TALL, Président du Parti

MAÏGA Sina DAMBA, Première vice présidente

Mahmoud TOURÉ, Président des jeunes du parti.

Reportage:

AliouHASSEYE de Malivox. 2020

TOURISME EN ENGIN MILITAIRE:

APRÈS LES AVIONS, LES BLINDÉS ? -

TOURISTES, voyagez en toute sécurité AU CENTRE ET AU NORD DU MALI. Avec des blindés CONFORTABLES!

On le sait officiellement: #IBK n'a pas nié qu'il louait les avions militaires du Mali aux touristes civils. Il n'a pas nié les faits, IBK, il a juste contesté le mot "louer". Il dit qu'il les affretent et que l'argent récolté servait à l'entretien des engins.

Sans oublier que plus de 1200 milliards de francs CFA ont été débloqués pour couvrir les besoins de l'armée. 20% du budget national est consacré aux #FAMA.

Après Pau, IBK est allé directement aux #Emirats pour négocier 130 véhicules militaires blindés. Qui commencent à venir en cadence.

Une très bonne idée pour renforcer le tourisme civil avec des engins militaires.

Les dépenses de IBK, que tout le Mali a surnommé LE BOURGEOIS, sont illimitées. Ses revenus doivent être aussi illimités.

Avec 130 blindés, on peut arrondir les fins de mois.

Conseil Supérieur de La Diaspora Malienne est à Conseil Supérieur De La Diaspora Malienne CSDM.

Signature d'un accord de partenariat ce jeudi 23 janvier 2020 entre le CSDM et l'Université VITO S dans le cadre de la formation des enfants issus de la diaspora malienne.

Vito S offre au CSDM 4 bourses d'études a titre gratuite et 50 bourses dont une réduction de 50%.

Vito S devient l'Université de la diaspora malienne



Séga DIARRAH

A Kidal, il y a une prison illégale en violation de tous les droits humains. La communauté internationale (#minusma, #Barkhane) est présente dans la ville. La prison comptait 49 détenus (septembre 2019) qui sont jugés par des cadis (juges religieux). #Mali



Moussa Mara

Le bureau du Centre de recherche et de réflexion au Mali (CERM) un think tank dont je suis membre, reçoit une délégation de la fondation friedrich ebert, partenaire de l'organisation, pour fixer ensemble les activités à mener courant 2020 avec plusieurs actions en vue.



État-Major Armées

[#Barkhane] Ce jour, la cabine blindée d'un véhicule de type CARAPACE a été endommagée par l'explosion d'un IED, à l'est de Tombouctou. Les deux passagers ont été pris en charge et vont être rapatriés. Leur pronostic vital n'est pas engagé.



GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Attaques de Dioungani dans le cercle de Koro : Les terroristes font des dégâts matériels et humains!



Les terroristes continuent encore à frapper les armées nationales des pays du G5 Sahel dont les positions ont été clarifiées clament-on à PAU. A Dioungani, dans le cercle de Koro, les positions des FAMA ont été visées par des terroristes qui ont causé des dégâts humains et matériels. Cette attaque, d'après la cellule de communication des FAMA, se serait produite aux environs de 22 heures dans la nuit du 22 au 23 Janvier 2020 par des hommes qui ne sont toujours pas identifiés. Ce Jeudi, selon nos informations, une mission mixte de renfort, constituée de gardes et de gendarmes, est arrivée à 10h32 minutes sous la conduite du colonel de garde Modibo KONE.

Le bilan révèle que le camp est totalement détruit, toutes les armes des deux postes auraient été emportées selon nos sources sécuritaires. Quant aux victimes militaires, sept (7) corps des FAMA auraient été retrouvés sur place dont un lieutenant de l'Armée de Terre.

Aussi, une douzaine de blessés récupérés aux alentours dont un Lieutenant. Les deux (2) éléments gendarmes de la prévôté se portent bien, précisent nos sources. La zone connaît un ratisage se poursuit encore pour rechercher vingt et sept (27) Famas portés disparus.

Selon nos confidences, la mission de renfort aurait reçu des instructions de la hiérarchie militaire afin d'enterrer, dans les brefs délais, les victimes Fama sur place. En dépit de la remobilisation des États et de la France, les ennemis de la paix existent et continuent à faire des victimes.

Abdel Karim Konaté : Nouveau patron de l'Office du Niger

C'était attendu depuis quelques semaines maintenant, c'est désormais fait. Abdel Karim Konaté dit Empé devient le nouveau patron de l'Office du Niger. Il a été nommé au poste de Président Directeur général de cette importante structure relevant du ministère de l'Agriculture à la faveur du Conseil des ministres d'hier mercredi,

Attaque du camp de Chinagoder : Ba Mossa dans ses œuvres...



Il ne semble plus y avoir de doute. Le président Mahamadou Issoufou avait donc raison : des Maliens (si on peut les appeler ainsi) sont souvent parmi ceux qui attaquent le Niger. C'est, en tout cas, ce qu'on a compris et ce dont tout le monde semble convaincu depuis l'attaque de Chinagoder, qui a fait plus de 80 morts chez nos voisins du Niger. Il est vrai que cette lâche et barbare entreprise a été revendiquée par l'EIGS.

Mais, depuis un certain temps, on a la preuve que Ba-Mossa, celui-là même qui s'est illustré dans l'attaque de certains camps militaires maliens (Guiré et autres), est de ceux qui l'ont planifiée, conduite et opérée. La question qui se pose désormais est celle de savoir, s'il est parti de Kidal, ou s'il est passé par Kidal, pour effectuer cette «mission» terroriste. Si ces questionnements sont sans réponse, pour l'instant, ce que l'on sait, par contre, c'est que cette opération donne (un peu plus) raison au chef d'Etat du Niger dans ses déclarations au sujet du statut de Kidal. On sait que Ba-Mossa est un ressortissant de Kidal, qu'il a encore ses parents et des attaches dans cette ville, et qu'il est l'un des plus proches lieutenants d'Iyad (le vrai patron de la capitale de l'Adrar des Ifoghas).



22 janvier 2020. Abdel Karim Konaté dit Empé est douanier de son état et homme politique d'envergure nationale appartenant au parti Adéma-Pasj. Il fut ministre pendant la transition politique et sous l'ère de l'actuel président de la République. Précisons qu'il est l'actuel vice-président du parti Adéma-Pasj, un allié au parti au pouvoir, le Rassemblement pour le Mali (RPM).

Adama Fomba a sa sortie de la rencontre des syndicats avec l'Assemblée Nationale : « Il n'y a pas de raison que le gouvernement s'engage dans une logique de torpiller la loi »



Les Syndicats de l'Education signataires du 15 octobre 2016 ont décrété un nouvel arrêt de cours après l'échec de la négociation avec le gouvernement. C'est du moins ce qu'a déclaré le porte-parole des Syndicats, Adama Fomba, à sa sortie d'une rencontre avec une commission de l'Assemblée nationale.

La Synergie des syndicats de l'Education n'entend pas renoncer à sa revendication. Cette fois-ci les Syndicats observeront une grève de 336 heures soit 14 jours qui a débuté le mardi 21 janvier dernier.

Dans ce bras de fer interminable qui les oppose à la partie gouvernementale, leur point de revendication reste toujours l'application de l'article 39 de la loi n°007 du 16 janvier 2018. Au cours d'une récente rencontre entre les Syndicats et une commission de l'Assemblée Nationale cette semaine, le porte-parole des Syndicats de l'Education, Adama Fomba, a encore insisté sur l'application de l'article 39.

« Nous estimons qu'après cette rencontre avec la Commission que l'Assemblée nationale va obliger le gouvernement à respecter son engagement qui n'est autre chose que l'application de l'article 39 de la loi 007 du 16 janvier 2018 », a-t-il déclaré. Il a aussi invité le gouvernement à se mettre dans la logique du respect de la loi.

Convocation du collège électoral : Les législatives mettent en danger la majorité

Les législatives de mars prochain risquent de faire voler en éclats la majorité présidentielle. En plus du risque de perdre sa confortable représentation à l'Assemblée nationale, le parti du président de la République pourrait s'attirer les foudres de nombreux partis alliés dont certains sont toute alliance avec les partis de l'opposition.

Avec ses 11 députés, le MPM de Hadi Niangadou serait de ceux-là qui militent pour des alliances internes à la majorité. Une volonté qui va se buter aux réalités du terrain, car dans beaucoup de localités, on assistera à des listes RPM et URD surtout. Les réunions prochaines au sein

Tentative de braquage de l'agence orange Money à Faladié : L'étudiant Daouda Zerbo alias "Danger" tué par une balle perdue



Le mardi 21 janvier, 12 heures avant son assassinat, il organisait un sit-in avec des étudiants des facultés et de grandes écoles pour protester contre le retard des allocations financières (bourses-trousseaux). L'étudiant Daouda Zerbo alias « danger » a rendu l'âme alors qu'il vérifiait l'effectivité du virement de la bourse sur son compte, dont le retard a été à l'origine du courroux des étudiants la veille. Mort cruelle d'un étudiant de la Faculté d'Histoire et de Géographie (FHG), survenue mardi dernier, entre 20 heures et 21 heures, sur l'avenue de l'OUA à Faladié en Commune VI du district de Bamako. Le malheureux incident est survenu alors que la victime effectuait une opération de retrait d'argent via sa carte bancaire au guichet automatique d'une agence ECOBANK.

A peine a-t-il fini le retrait que quatre assaillants, sur deux motos, ont tenté de braquer l'agence Orange-Money / Canal + sise entre Banque Atlantique et l'agence ECOBANK du secteur. Pris de panique, le jeune Zerbo voulut se sauver alors qu'un garde sur place de ladite agence ouvrait le feu sur les braqueurs. Une balle perdue l'a touché grièvement. Il succomba par la suite à ses blessures à l'hôpital du Mali où il avait été transféré. La mort du jeune homme a suscité beaucoup d'effervescence et de commentaires sur les réseaux sociaux. Seules les caméras de surveillance d'Ecobank peuvent lever le voile sur les circonstances du drame. Rappelons que 12 heures avant son assassinat, le jeune homme participait à un sit-in avec les étudiants des facultés et grandes écoles pour protester contre le retard des allocations de bourses et de trousseaux.

■ Hari Moussa MAIGA, Stagiaire



de la majorité présidentielle essaieront de trancher cette question.

■ DAK

Mamadou Sinsy Coulibaly : "C'est la corruption qui a gangrené notre Armée"



Cette déclaration du président du Conseil National du Patronat Malien a été faite le lundi dernier à la faveur du lancement officiel de la collecte des fonds au profit de l'Armée Malienne, les veuves et les orphelins militaires. Une initiative de la Plateforme de Lutte contre la Corruption et le Chômage (PLCC) en partenariat avec la fondation pour la solidarité.

En donnant des conseils de transparence aux initiateurs de la collecte des fonds au profit des Forces Armées maliennes et leurs familles, Mamadou Sinsy Coulibaly, qui en est le parrain, a montré son indignation face à la corruption au sein de l'Armée malienne. Tout d'abord, il a salué les initiateurs pour leur esprit solidaire et patriotique. Selon lui, c'est une initiative salubre qui mérite d'être soutenue par tous. Poursuivant son intervention, il a interpellé les responsables de la PLCC et de la fondation pour la solidarité de faire preuve de transparence dans la gestion de ces fonds. Et cela, pour que la somme collectée puisse arriver à bonne destination et être utilisée à bon escient. Car selon lui, s'ils ne font pas attention, ces fonds risquent de tomber dans la gueule des loups qui sucent le sang des forces de défense et de sécurité. "Il faut un changement du système de gestion des fonds au Mali. Donnez une leçon de transparence et d'union aux autres. Publiez ce que vous recevez et évitez surtout les dépenses de prestiges et indues. Ce sont des fonds destinés uniquement à l'armée. Faites en sorte que ces fonds ne tombent pas entre les mains de certains généraux", enseigne-t-il. Dans la foulée, il a manifesté sa colère contre ceux qui détournent les fonds de l'Armée. "C'est la corruption qui a gangrené l'Armée malienne. Notre armée est très mal gérée. Il y a trop de frustrés dans nos rangs. Pas de plan de carrière pour les militaires. Les promotions ne se font

Marche pacifique des enseignants : Ségou comme partout au Mali



La capitale régionale de Ségou n'est pas restée en marge de la marche pacifique des enseignants. Ils étaient en effet plusieurs enseignants, ce jeudi 24 Janvier 2020, aux environs de 8h, à prendre d'assaut la rue de la cité des balanzans.

Un seul mot comme ordre du jour : l'application de l'article 39 comme convenu entre le syndicat des enseignants et le gouvernement.

« Cette manifestation est la continuité de nos revendications. Les enseignants avaient demandé un certain nombre de droit, notamment l'application de l'article 39 portant majoration. Mais après plusieurs rencontres, et malgré son adoption par l'Assemblée Nationale, cette loi n'est toujours pas appliquée », déplore le secrétaire général du SNEB à Ségou, M. Abdoulaye S. Coulibaly.

Et pour ces manifestants, la décision du chef de gouvernement, Boubou Cissé, de procéder au remplacement des enseignants grévistes par les 15.000 sortants de l'IFM est juste une insulte envers les professionnels du métier de la craie.

A signaler que cette marche se tient simultanément dans plusieurs localités du Mali.

■ Boubacar Kanouté.

pas selon les règles de l'art. La corruption a tué la hiérarchie militaire. Trop de laxisme et de mauvaise gestion", a laissé entendre Mamadou Sinsy Coulibaly dans une déclaration qui vaut son pesant d'or. Avant de terminer, il a invité les uns et les autres à se donner la main, car selon lui, personne d'autre ne viendra faire le Mali à la place des Maliens.

■ Adama Coulibaly

malikile.com
 La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services!

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

An Bé Gnogon Bolo
On est ensemble

Malitel
Proche de vous



**REJOIGNEZ LE 1^{ER} OPÉRATEUR GLOBAL
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS AU MALI.**

Malitel votre réseau favori

service client : 6700 
www.malitel.ml 
www.facebook.com/malitel.official 

Application de l'article 39 : "Une loi ne se négocie pas, mais elle s'applique"

Les syndicats de l'éducation signataires du 15 octobre 2016, ont battu le pavé, jeudi 23 janvier 2020, à Bamako. Cette marche était synchronisée sur toute étendue du territoire du Mali. Il s'agissait pour eux, de dénoncer le comportement peu orthodoxe du gouvernement face à l'application de l'article 39 du statut octroyé aux enseignants.

Sous un bon climat, comme si les astres étaient d'accords avec les revendications des enseignants. Une marée humaine a répondu présent à leur appel. Habillés en rouge, en signe de colère, ils ont pris d'assaut la place de la liberté pour entamer une marche de protestation qui se termina à la bourse du travail. De toute évidence, par cette démonstration de force, les enseignants sont déterminés à continuer le bras de fer qui les oppose au gouvernement. Les enseignants étaient accompagnés au cours de cette marche pacifique par 23 partis politiques et des organisations de la société civile ; comme pour dire que l'éducation ne saurait être le ventre mou du pays.

Tous vêtus du rouge, signe de colère, les enseignants sont sortis massivement pour répondre l'appel des responsables syndicaux. On pouvait lire entre autres sur les pancartes, « l'Etat n'est pas une propriété privée de

Boubou Cissé », « quand les hommes s'unissent, aucun système ne résiste », « la trêve sociale ne rime pas avec l'injustice », « Une loi ne se négocie pas, mais elle s'applique ».

Selon Ousmane Almoudou, membre du directeur du collectif des syndicats, les propos tenus par le PM constituent une violation de la liberté syndicale. « **Nous invitons le gouvernement à s'assumer avant qu'il ne soit trop tard. Les syndicats sont soucieux de l'avenir des enfants. Mais nous avons été obligés par le gouvernement à adopter cette posture radicale. Les menaces du PM nous galvanisent davantage. Son intimidation ne marchera pas avec cette génération d'enseignants. Nous constituons une majorité et cela est un atout pour nous d'ailleurs** », a-t-il dit.

Le gouvernement et les enseignants sont opposés sur l'application de l'article 39 du statut des enseignants, chose que les enseignants réclament depuis décembre 2019. Selon eux, tout gouvernement responsable doit se plier pour appliquer les textes et les lois votés et promulgués

. Or le gouvernement est dans la dynamique de revaloriser la grille des enseignants tandis que pour les syndicats de l'éducation, il ne s'agit que de mettre en application une loi existante. Et pour cela, ils vont user de tous

les moyens légaux en la matière pour être dans leur droit.

Lors d'une de ses sorties médiatiques, le premier ministre, Dr Boubou Cissé a dit publiquement que l'Etat ne pas plus cautionner ce qui s'est passé l'année dernière. Toute chose qui porte à croire que le gouvernement n'a pas encore mesuré la gravité de la situation. Surtout quand il dit que le gouvernement va recruter 15 000 jeunes diplômés dans les instituts de formation des maîtres pour combler le vide laissé par les enseignants grévistes, le temps d'avoir un compromis.

Le système éducatif malien peine à retrouver son lustre d'antan depuis plus de trois décennies. La recherche ou l'usage de situation précaire semble être désormais la méthode de gestion privilégiée par le gouvernement pour répondre aux revendications sociales. Conséquences de cette pratique, chaque année, nous assistons à des années escamotées ou des sauvetages in extrémistes des années scolaires au détriment de la qualité souhaitée. Toutes choses qui font penser que l'éducation, au-delà des beaux discours est loin d'être au cœur des préoccupations du gouvernement. Pour paraphraser, Ousmane Almoudou, l'éducation ne saurait être le dernier souci d'un gouvernement responsable. La gestion des revendications de l'éducation semble à confirmer cette hypothèse.

Ultimatum du PM est-il la meilleure réponse d'une revendication sociale qui ne vise que l'application d'une loi ? Au Rythme où vont les choses, nous nous acheminons inéluctablement vers une année peut être plus escamotée que l'année dernière.

■ Ibrahim Sanogo





Environnement et Assainissement : « Changeons les mentalités, pas le climat »

Financé par le Fonds Climat, le ministre de l'Environnement de l'Assainissement et du Développement durable a procédé, hier, en présence du Coordinateur du Fonds Climat, Abdoul Aziz Dicko, au lancement du projet de la Résilience du Système Educatif comme alternative de Prévention et de la Lutte contre les Changements Climatiques. Informer les autorités administratives et les bénéficiaires directs du projet du contenu du projet en d'avoir leur engagement et leur implication, tel était les mots clés.

Pour le Coordinateur du projet Fonds Climat, le fonds climat et programme financés pour un montant de 22 millions de dollars, soit 12,56 milliards de FCFA, touche actuellement 186 communes à travers le pays, ce qui permet de contribuer au renforcement de la résilience des populations rurales durement touchées par changements climatiques. Le financement de ce projet, selon Abdou Aziz Dicko, est une contribution du Fonds Climat au secteur de l'éducation dans le cadre de la

prévention et de lutte contre les changements climatiques. C'est un projet d'information, d'éducation et de communication en faveur du corps enseignants, des éducateurs, des scolaires de formelle et non formelle, entre autres afin de placer le changement climatique au cœur des apprentissages, a souligné le Coordinateur du Fonds Climat.

A l'en croire le Chef du Bureau de l'UNESCO-France, les menaces qui pèsent sur l'environnement à travers toute la planète sont réelles et nous interpellent. « Pour être efficace, l'éducation environnementale doit toucher, toutes les catégories sociales », a poursuivi Moez Chakchouk. Selon ses dires, le nombreux études et recherches ont démontré que les enfants doivent être ciblés en priorité. A cet effet, il insistera que ce projet soit mis en œuvre dans quatre à savoir Bandiagara, Bankass, Kati, kita qui seront polarisés en deux zones géographique notamment le pays dogon et la réserve de biosphère de la boucle de Baoulé. Faut-il le rappeler que ce programme régional d'éducation Environnement avait démarré dans le neuf du CILSS notamment le Mali, Burkina

Faso, Niger, Mauritanie, Tchad, Sénégal, Gambie, Cap-Vert et Guinée Bissau en octobre 1990.

Par ailleurs, ce programme donne l'occasion au Département de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable de bénéficier de l'appui technique et financier de l'UNESCO pour la gestion des ressources de la réserve de biosphère de la boucle de Baoulé, a réaffirmé le ministre Housseini Amion Guindo. Pour ce faire, il réitère à l'UNESCO et aux Partenaires Techniques et Financiers l'accompagnement de mon département pour inverser la tendance des effets néfastes du changement climatique à travers l'éducation environnementale.

S'agissant des résultats attendus, les autorités et les bénéficiaires directs du projet sont informés du contenu du projet et s'engagent dans son processus de mise en œuvre. En plus, le projet « Renforcement de la Résilience du Système Educatif comme alternative de Prévention et de lutte contre les Changements climatiques est officiellement lancé par les autorités administratives et politiques.

Pour terminer, la cérémonie a enregistré la prestation artistique du Slam Club UNESCO afin d'émailler la sensibilité du public.

■ Ibrahim Sanogo

Soutien aux FAMa : La PCC lance une collecte de fonds au profit des FAMa

Le fonds qui sera collecté sera investi dans les petits projets individuels des veuves de militaires et dans l'éducation des enfants orphelins.

À l'occasion du 20 janvier, fête nationale de l'armée malienne, la Plateforme contre la Corruption et le Chômage (PCC), en partenariat avec la Fondation pour la solidarité, lance une opération de collecte de fonds pour soutenir les forces armées et de sécurité et les veuves et orphelins des militaires tombés au champ d'honneur. L'opération de collecte de fonds va durer jusqu'au 28 février 2020. Une commission composée de représentants de la société civile, du secteur privé, des ministères de la Défense et des Anciens combattants et de la Sécurité, s'occupera de la gestion du fonds.

Le lancement officiel de la collecte de fonds a eu lieu le lundi, 20 janvier 2020, au Conseil national du patronat du Mali (Cnpm), en présence du parrain de la cérémonie, Mamadou Sinsy Coulibaly ; du président de la PCC, Clément Dombélé, et de la présidente de la Fondation pour la solidarité, Djélika Diallo.

Pour le président de la PCC, Clément Dombélé, le lancement de cette collecte de fonds en faveur des FAMa et les familles de militaires tombés au champ d'honneur n'est pas une question d'argent, mais une question symbolique qui doit montrer que derrière chaque soldat malien tué, il y a un homme. Selon lui, donner quelque chose aux militaires ne sera jamais assez, car être militaire c'est se sacrifier pour les autres. Pour le président de la PCC, ce don de soi est d'autant plus important que lorsqu'un militaire meurt au front, c'est la fierté de mourir pour les autres.

«Le Mali n'a jamais eu autant besoin de ses fils qu'aujourd'hui. Nous traversons une grande turbulence, un moment historique et qui doit nous rappeler que nous devons être tous ensemble. Cette collecte de fonds que nous lan-



çons aujourd'hui n'est pas pour les veuves et les orphelins des militaires seulement, c'est pour nous-mêmes. C'est pour montrer à ces enfants que nous sommes là et que leurs parents ne sont pas morts pour rien», a déclaré Clément Dombélé. Lequel a par ailleurs rendu un homme appuyé au parrain de la cérémonie, Mamadou Sinsy Coulibaly, pour tout ce qu'il fait pour son pays.

Pour le parrain de la cérémonie, Mamadou Sinsy Coulibaly, ce partenariat entre la Plateforme et la Fondation pour la solidarité permettra de réfléchir, avec le secteur privé, à comment créer une économie sociale et solidaire. Car, à l'en croire, à un moment donné, les donations ne suffiront plus.

« Les ressources que vous allez avoir, il faut les mutualiser et valoriser. Il faut donner une leçon aux autres organisations pour qu'elles viennent vers vous», a déclaré Mamadou Sinsy Coulibaly. Tout en demandant aux organisa-

teurs la transparence totale dans la gestion du fonds qui sera collecté.

La présidente de la Fondation pour la solidarité, Djélika Diallo, a rappelé que les plus hautes autorités du pays, dans le souci de renforcer la solidarité en faveur des forces armées et de sécurité et manifester la reconnaissance de la nation pour les sacrifices consentis, ont décidé de créer la Fondation pour la solidarité. Selon elle, cette fondation est l'outil de gestion de la politique sociale en faveur des militaires et leurs familles, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la reconversion. Avant de lancer un appel à tous les fils du pays et aux partenaires financiers afin de soutenir financièrement et matériellement les actions en faveur des forces armées et de sécurité.

■ Fanta Sakiliba

Vie de la Nation : L'analyse globale du Président du CSDM



Chers compatriotes de l'intérieur et de l'extérieur, j'ai eu très souvent l'heureuse occasion de communiquer avec vous pour partager ma vision et mes actions au service de nos compatriotes de l'extérieur que j'ai l'insigne honneur de représenter en ma qualité de Président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne. En plus des nombreuses apparitions que vous aurez remarquées sur l'ensemble des médias, j'ai ressenti l'immense désir de me saisir cette fois de ma plume pour vous entretenir de quelques sujets qui me paraissent importants dans le contexte actuel chargé de nombreuses amertumes mais aussi de pleins d'espoirs pour notre peuple. Parmi les nombreux sujets qui m'habitent, je souhaite, à l'intention des plus hautes autorités, faire part de mon analyse sur les instances de représentation de la diaspora dans les institutions administratives de la République, Haut Conseil des Collectivités Territoriales, Conseil Economique Social et Culturel... Mais auparavant, il m'apparaît bien indiqué de faire très succinctement le point sur l'action phare de notre organisation depuis son exis-

tence. Il s'agit de notre âpre combat pour la représentation de la diaspora à l'Assemblée Nationale. Cette action majeure à laquelle nous avons consacré tous nos efforts est désormais en passe de se réaliser ; en ce sens qu'elle requiert désormais un consensus national associant l'ensemble des parties prenantes. Le Dialogue National Inclusif, encore frais dans nos esprits, y a consacré une plus grande légitimité

en la consacrant dans les résolutions qui en sont issues. Il reste qu'à examiner les conditions de sa mise œuvre ; autre combat que nous mènerons avec détermination et dont l'issue positive ne fait désormais aucun doute. Permettez, avant de continuer, que je mentionne toute notre satisfaction de faire partie de ce Dialogue National Inclusif et surtout la joie que nous éprouvons de la grande mobilisation de nos démembrés à l'extérieur du pays en cette circonstance. Preuve s'il en fallait, que le CSDM répondait à une véritable attente de la diaspora

Pour revenir à notre sujet en rapport avec les institutions, permettez que je sorte du discours conventionnel et faire part de mon appréciation sur le schéma actuel de représentation de la diaspora allant du Ministère au Conseil Economique Social et Culturel en passant par le Haut Conseil des Collectivités territoriales.

Le Ministère dédié à la diaspora depuis son existence il y a près de trente ans, dans des formes variées, fait en ce moment l'objet de points de vues différents pour son maintien ou pas ; pour certains, il est inopérant et ne doit exister, pour d'autres, il a constitué le clou de notre schéma d'organisation de la diaspora, hérité de la révolution du 26 mars, chargé d'histoire et ayant fait école à plein d'autres pays, il doit donc continuer à exister et mieux, à être renforcé, en y consacrant des moyens colossaux à l'image des enjeux auxquels il est quotidiennement confronté.

Pour ma part, je milite pour cette dernière hypothèse. Car, je demeure conscient que la principale limite que rencontre ce Ministère réside dans la faiblesse des moyens mis à sa disposition. A cela s'ajoute un manque de volonté po-





litique pour en faire un véritable outil d'intégration économique, social et politique. Son rang dans la nomenclature gouvernementale en dit très long quant au peu de considération que l'exécutif éprouve à son égard. En ma qualité de Président du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne et au nom de l'ensemble de nos structures, je réitère ici ma demande déjà publiquement exprimée pour le renforcement du Ministère dans ses prérogatives mais aussi du point de vue des moyens.

Personne, ni au Mali, ni ailleurs, ne peut comprendre qu'un Ministère dédié à la cause de presque la moitié de la population malienne résident à l'étranger ne dispose que d'un milliard et 1/2 de budget annuel. Notre organisation, depuis plusieurs mois est mobilisée pour concevoir un mécanisme de financement susceptible

de générer de nouvelles ressources, afin d'aider à doter ce Ministère de moyens conséquents, pour la prise en charge efficiente de ces actions. Car, dans ce contexte de troubles mondiaux, sans l'appui des partenaires techniques et financiers, les moyens alloués seront de loin insuffisants pour la prise en compte des contraintes auxquelles il est quotidiennement confronté. Pour les prétendants de sa disparition, nous disons que cette hypothèse constituerait un recul regrettable, eu égard à notre histoire et l'image positive que son existence renvoie à la diaspora. Celle-ci risque de ne pas comprendre, que la seule importante institution administrative qui leur est dédiée est supprimée, sans qu'il n'ait été possible d'examiner objectivement les entraves et chercher les moyens à les résoudre. Selon certains ana-

lystes, un Secrétariat d'Etat suffirait à satisfaire aux attentes de la diaspora. Pour dire vrai, en dehors d'une évaluation objective des immenses besoins, j'ai eu la faiblesse moi-même, en un certain moment de ma réflexion, d'épouser ce mode de raisonnement. Toutefois, à la lumière des faits, j'ai pris conscience de l'immensité des besoins et des attentes et me suis rendu compte que le remplacement du Ministère des Maliens établis à l'étranger par un secrétariat d'Etat serait une grande absurdité et même une grave agression portée contre la diaspora pour qui l'Etat s'honorerait à y consacrer d'importants moyens, en raison non seulement de son important poids numérique (plus de 6.000.000) mais aussi de sa contribution importante au Produit Intérieur Brut (plus de 15%) et surtout de son potentiel important en terme d'apport à l'investissement productif pour le développement de notre pays. En le mettant à niveau, nous créerons ensemble les meilleures conditions de fonctionnement de l'ensemble des structures qui concourent à la prise en compte des activités de la diaspora, en particulier les deux grandes faitières, le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne et le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur qui resteront malgré tout dans le champ de la société civile en tant que structures associatives.

La redynamisation du Ministère des Maliens de l'étranger jaillirait de façon positive sur les organisations de la diaspora. Elle renforcerait leur inventivité et par conséquent accroîtrait leurs activités avec un impact certain sur leurs





contributions à l'essor économique, social et culturel du pays. Pour cette raison et bien d'autres qui pourront faire l'objet d'une prochaine tribune, je demande pour que leur représentation dans les institutions, Haut Conseil des Collectivités territoriales et Conseil Economique Social et Culturel, soit revue à la hausse. De mon point de vue, il ne pourra en être autrement, dans un contexte où lesdites institutions vont croître en nombre, en raison notamment de la prise en compte probable des représentants des nouvelles collectivités territoriales en cours de création. Puisque j'ai décidé de parler vrai, en dehors du discours convenu, permettez donc que je dise là aussi ce que je pense des quotas alloués pour représenter les 6.000.000 de nos compatriotes de la diaspora dans les institutions ci-dessus concernées ; quatre (4) pour le Conseil Economique social et culturel et trois (3) pour le Haut Conseil des Collectivités territoriales.

Ces chiffres, en raison de leur aspect dérisoire, apparaissent comme une véritable provocation faite à nos compatriotes de l'extérieur. Dans nos nombreuses rencontres, il nous revient de façon récurrente que les heureux mandataires sur ces quotas ne conservent aucun lien direct et permanent avec les organisations de la diaspora qu'ils sont supposés représenter. En cela, plusieurs interrogations me viennent à l'esprit. La défaillance ainsi constatée relèverait-elle de la carence des mandataires ? ou serait-elle liée à la nature même du mode de représentation tel qu'il est construit ? A y regarder de plus près, je suis tenté de penser que la carence ressentie réside dans la conception du mode de représentation mis en place. En effet, il découle du constat, que les représen-

tants de la diaspora, selon les indiscretions relevées, sont considérées comme très coûteuses, en raison du remboursement du coût de leurs voyages. Cet argument fallacieux et incongru ne saurait prospérer longtemps. Il ressort des informations reçues, que les hébergements des représentants de la diaspora, pendant les sessions, ne seraient pas spécialement pris en compte et qu'ils doivent se contenter des indemnités de sessions que reçoivent l'ensemble de leurs collègues. Par ailleurs, il en ressort également qu'aucun budget n'est consacré aux activités de restitution à la base qui m'apparaissent constituer le cœur de leur engagement. Sans cet investissement utile et indispensable, à la décharge des mandataires, il faut admettre qu'il leurs a manqué un

des moyens importants à la bonne conduite de leur mission.

A cet égard, j'en appelle aux chefs des institutions dont sont membres les représentants de la diaspora, à s'abstenir des économies faites au détriment des activités de nos mandataires, en assurant le financement de leur hébergement (pour ceux qui en auront besoin) pendant les sessions et surtout assurer la prise en compte des charges financières nécessaires aux activités de restitutions dont ils ont obligation à assumer. En dehors d'un tel aménagement, les Maliens établis à l'extérieur continueront à souffrir de leurs représentants dans les institutions de la République, du fait de l'avarice des pouvoirs publics.

Chers compatriotes, c'est parce que nous sommes dans un tournant décisif de la vie de notre pays et de nos institutions qu'il m'a paru opportun de faire état de ces quelques remarques et propositions sous cette forme particulière de communication afin de ne pas rater la cible à laquelle elle est destinée. Ce faisant, j'ai pensé être dans mon rôle, en ma qualité de Président du CSDM ; une des plus grandes faitières de la diaspora. Puisse Dieu bénir le Mali!

Haidra Chérif Mohamed
Président du Conseil Supérieur de la
Diaspora Malienne
1er Secrétaire chargé de l'immigration et
de l'émigration du CNSC



Décentralisation et Développement des Collectivités Territoriales : FNAD-CT aux côtés de l'Armée malienne !



Le président de la Fédération des Associations pour la Décentralisation et le Développement des Collectivités territoriales (FNAD-CT), Hamane Toure dit Serpent, à l'occasion de la 59ème anniversaire de l'armée malienne, a affirmé que son soutien à l'endroit de nos soldats vient du cœur. A ce titre, il exhorte la population à se donner la main pour un Mali pacifique et réconcilié !

Pour Hamane Touré dit Serpent, la Fédération est l'ensemble des Associations du Mali qui veulent évoluer sur toute étendue du territoire national dans le cadre de la décentralisation. Toute autre association qui veut le développement soit la bienvenue. Il s'agit, pour la fédération nationale des associations pour la décentralisation et le développement des collectivités territoriales, de soutenir l'armée malienne dans la quête de la stabilité, de la paix, de la sécurité et soutenir l'armée malienne.

« Nous avons remarqué que tout le monde parle de l'union sacré mais jamais les gens ne

veulent pas se rencontrer. Nous avons pris l'initiative de rencontrer Chérif Ousmane Chérif Haïdara pour qu'ensemble, il soit notre parrain. Quand on veut parler du Mali qu'on se donne la main », a affirmé le président de la FNAD-CT. C'est dans cette optique que la FNAD-CT, selon lui, a réfléchi qu'il n'y ait pas mieux d'organiser la fête de la 59ème anniversaire de l'Armée malienne. A partir de ce meeting, il a rappelé que le président de la République a tendu la main à tous les fils de ce pays. A cet effet, il exhortera chaque citoyen de cette main tendue pour que le Mali avance. « C'est ce qui nous a inspiré pour qu'ensemble ce jour tout ce que dise, soutenons notre armée pour qu'on aille en droit ligne de la cohésion sociale », a-t-il assuré. S'agissant du renforcement des capacités pour soutenir la FAMA, à l'en croire Hamane Touré, la FNAD-CT a opté pour avoir 1 millions de personnes pour la réalisation de ce projet. En parlant de la paix et de la cohésion sociale, la FNAD-CT n'attend pas s'arrêter sur un si bon chemin. A partir de cet instant, le président de la FNAD-CT souhaite que les maliens se donnent la main pour pouvoir construire ce pays en

général et pour soutenir l'armée malienne en particulier.

« Cet esprit vient du cœur pour qu'ensemble nous soyons unis derrière l'armée pour un Mali libre et prospère », a-t-il déclaré.

Pendant la cérémonie, dira Hamane Touré, le PM a effectué une visite surprise afin d'apporter son soutien à cette initiative. Pour raison d'utilité publique, selon lui, le Chef du Gouvernement est venu à ce meeting pour montrer son patriotisme et son accompagnement à l'armée malienne. A cet effet, il a adressé ses salutations et remerciements au Gouvernement en générale et le Ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation en particulier pour leur appui constant.

Par ailleurs, la FNAD-CT est composée de 3845 associations sur toute l'étendue du territoire nationale. Elle est financée par les membres de la fédération par le biais des cotisations, des dons, des legs entre autres.

■ Ibrahim Sanogo

Tiébilé Dramé sur BBC : « La décision prise par le CSA crée les conditions d'un retour progressif à la normalité »



Le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale du Mali, Tiébilé Dramé, était l'invité de BBC Midi du mardi 21 janvier 2020. Le chef de la diplomatie malienne est revenu sur les conclusions principales de la session du comité de suivi de l'Accord. Lisez l'interview !

BBC : Une rencontre a été organisée, dimanche, sur l'accord de paix signé entre le gouvernement et les groupes armés. Quelles en sont les conclusions ?

Tiébilé Dramé : La principale conclusion de la session du Comité de suivi de l'Accord du 19 janvier est le redéploiement des forces de défense et de sécurité reconstituées dans le nord du pays de façon générale. Les parties maliennes signataires de l'Accord d'Alger ont, en présence des représentants de la communauté internationale, adopté un plan de déploiement des unités de la nouvelle armée malienne reconstituée. Ces unités seront bientôt déployées à Ménaka, à Tombouctou, à Gao et à Kidal. La réunion du 19 janvier a enregistré la participation massive des représentants des mouvements du nord. Tout le monde était là. Tous les principaux leaders de tous les mouvements du nord ont participé au CSA du 19 janvier.

La Présence de l'Algérie ?

Oui, l'Algérie était représentée par une importante délégation conduite par le ministre Rachid Bladehane. Vous savez que toutes les négociations inter-maliennes qui ont abouti à la signature de l'accord de paix de 2015 ont été menées sous la direction de l'Algérie, chef de file de la médiation internationale. C'est à ce titre que l'Algérie préside le Comité de suivi de l'accord. Elle joue tout son rôle dans la mise en œuvre de l'Accord.

Est-ce que vous pouvez les rappeler rapidement pour nos auditeurs ?

La première conclusion est relative à l'organisation des législatives avant le mois de mai ; la deuxième résolution porte sur le déploiement des forces de défense et de sécurité dans les régions du nord, à Kidal en particulier ; la troisième est importante, elle est relative à la relecture de l'accord pour la paix et la réconciliation nationale ; la quatrième résolution encourage les autorités maliennes à conduire les réformes politiques et institutionnelles pour doter le pays d'institutions fortes et stables, et puis prendre en compte un certain nombre d'engagements contenus dans l'Accord d'Alger qui a fait l'objet, pendant le Dialogue national, de débats passionnants. Le DNI a sorti l'Accord d'Alger du tête-à-tête entre le gouver-

nement et les mouvements signataires. Les forces vives n'ont pas déchiré l'Accord, elles ne l'ont pas jeté dans le fleuve Niger. Elles l'ont assumé et légitimé.

Pouvez-vous revenir sur la décision la plus forte, la plus symbolique de cette rencontre de ce week-end qui est le retour de l'administration à Kidal. Par quoi allez-vous commencer ? Comment le retour va-t-il s'opérer ?

Le retour de l'État malien à Kidal ne concerne pas seulement l'administration. C'est d'abord le retour des forces de défense et de sécurité, ensuite celui des démembrements de l'État, enfin le retour des services sociaux de base : éducation, santé, hydraulique, agriculture, élevage et j'en passe. Les populations du nord du Mali, celles de Kidal en particulier, du fait de la crise sécuritaire, sont restées longtemps sevrées de la fourniture des services importants. La décision prise par le CSA crée les conditions d'un retour progressif à la normalité. Peu à peu, l'État malien exercera à Kidal toutes ses prérogatives régaliennes et les services sociaux de base pourront fonctionner comme il le faut au service des populations de Kidal qui sont des Maliens à part entière.

Monsieur le Ministre, selon vous, qu'est-ce qui bloque finalement la pacification du nord Mali ?

Écoutez, nous avons connu en 2012 une crise sécuritaire et institutionnelle qui a conduit à l'effondrement des institutions et de l'armée. Et grâce à une action internationale résolue, africaine et française soutenue par toute la communauté internationale, grâce aux efforts nationaux, peu à peu le Mali sortira de la crise. Le retour de la nouvelle armée ouvrira des perspectives importantes dans la stabilisation du pays, dans la restauration de la paix et de la sécurité. Les forces reconstituées s'acquitteront, Inchallah, de leur mission régalienne de protection des populations, des services et des démembrements de l'État.

Hostiles aux manifestations antiforces étrangères : IBK réplique aux propos d'Oumar Mariko et ses camarades

Le président de la République, Chef suprême des armées, Ibrahim Boubacar Keïta, après les avoir traitées "d'ennemis des FAMa", ne décolère pas contre les opinions anti-françaises au Mali. Ces agissements, selon lui, sont "anti national, anti patriotique, anti malien".

Cette adresse du président de la République à l'occasion de la fête nationale de l'armée, le 20 janvier à la Place d'armes de Kati, pointe du doigt des politiques notamment le président du Sadi qui soutient l'idée du départ des forces étrangères notamment les forces françaises du territoire national comme à l'indépendance. Dans son intervention lors de la marche du 10 janvier dernier pour le départ des forces étrangères, organisée par une coalition des forces vives de la nation au Monument de l'Indépendance, Dr. Oumar Mariko avait lancé des piques à l'encontre du chef de l'Etat qui les avait traités "d'ennemis des FAMa", ceux qui s'opposent à la présence des forces étrangères au Mali.

Dr. Oumar Mariko : "Macron veut que le Mali disparaisse et IBK s'est mis devant Macron pour effacer le Mali". Des propos sûrement non digérés par le chef de l'Etat qui a profité du défilé militaire à Kati pour régler ses comptes avec ses détracteurs politiques concernant la présence des forces étrangères dont il salue la présence aux côtés de nos forces armées dans leur combat contre les forces du mal. "Il faut avoir l'amour de soi. Tu ne peux ne pas aimer IBK, mais il faut aimer le Mali, le Mali est éternel", disait-il dans l'interview accordé à la presse ce jour. Pour le président de la République, IBK, les forces étrangères, qui perdent des vies sur notre territoire, méritent des reconnaissances de l'ensemble des Maliens. « Le devoir de dépense et l'attitude s'impose à leur égard "tout discours contraire est anti national, anti patriotique, anti malien". Il s'agissait pour le chef de l'Etat d'inviter les uns et les autres à la retenue pour soutenir les forces étrangères au Mali dans leur engagement contre l'ennemi. Ce qui

n'est pas du goût de Mariko et plusieurs leaders politiques et d'associations qui dénoncent l'ingérence de la France dans la crise du Mali.

Pour Mariko, le départ des troupes françaises ne mettra rien en cause contrairement à ce que pense le chef de l'Etat. A l'en croire, dès lors que l'on perd la confiance en soi-même, on arrête de vivre. "Nous pouvons prendre notre destin en main", avait indiqué Dr. Oumar Mariko dans son interview du 10 janvier dernier en marge de la manifestation antifrançaise à Bamako.

En tout cas, le sentiment anti-français ne fait qu'accroître dans le sahel des suites de la recrudescence des massacres des militaires et des civils. Le président de la République va devoir convaincre davantage les opinions à adhérer à son projet de soutien aux forces étrangères notamment celles de la France d'autant plus que Macron a traité en marge du sommet de Pau du 13 janvier dernier des Maliens contre la présence française au Mali "d'indignes".



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

« Grande nuit de soutien aux FAMA » : Les Maliens célèbrent leur armée



Le 20 janvier 1961 est la date de création de l'armée malienne. Commémorée chaque année, elle est une occasion pour les citoyens de rendre hommage à leurs militaires. Pour ce 59ème anniversaire, la MINUSMA a voulu témoigner sa solidarité en accompagnant la « Grande nuit de soutien aux FAMA », un spectacle gratuit organisé par le Collectif des Artistes du Mali.

Près de 8000 Maliennes et Maliens de tous âges ont vibré à l'unisson au cours d'un spectacle son et lumière, pour célébrer les 59 années d'existence de leur armée nationale. C'était le 20 janvier dernier, au cœur de Bamako sur l'esplanade de la Bourse du Travail à quelques encablures du monument de l'indépendance. Ce concert gratuit avait pour objet de célébrer, encourager et rendre hommage aux Forces de Défense et de Sécurité maliennes mais aussi, de célébrer la paix et la réconciliation nationale. Les chanteuses Djénéba Seck et Massaran Diabaté, les rappeurs Mylmo Nsahel ou encore Abba Wayne, Robot Papito ou encore AK 45 et le comédien Yoro Diakité, ainsi que de nombreux autres artistes, ont répondu à l'appel du Collectif des

Artistes du Mali, l'association organisatrice de ce grand événement. « La Grande Nuit de Soutien aux FAMA est un rassemblement artistique avec pour thème : « Cohésion et solidarité nationale autour des Forces armées nationales dans la lutte contre le terrorisme ». Nous voulons par cette action apporter notre soutien aux Forces de défense et de sécurité

qui sont au front pour défendre notre patrie menacée par une crise multidimensionnelle,» a expliqué Fatoumata Mahamane Touré, Présidente de la commission d'organisation. « C'est une volonté populaire sans distinction aucune d'ethnie, de religion, de sexe, de bannière politique (...) de rendre hommage aux FAMA» a-t-elle conclu tout en remerciant la MINUSMA.

Des notabilités de la ville de Bamako et de nombreuses personnalités étaient présentes à cet événement dont le Secrétaire Général du Ministère de la Cohésion sociale de la Paix et de la Réconciliation, le représentant de la Direction Nationale de la Police, et bien sûr le maire de la Commune III. Ce dernier n'a pas caché sa fierté d'accueillir ce qu'il a qualifié de « noble cause, » avant d'en appeler à « l'Union sacrée autour de nos Forces de Défense et de Sécurité qui, » a-t-il déclaré, « au péril de leur vie, veillent sur nous Jour et Nuit ». Ce spectacle était placé sous le haut parrainage du Ministre de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale et de la Ministre de la Culture. Attaher Ag Ikhane, le Secrétaire général du Ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale, a réaffirmé l'engagement du Gouvernement et celui de son ministère à poursuivre les efforts déjà en cours pour parvenir à la réconciliation et la cohésion sociale entre toutes les communautés du Mali. « Notre Pays a besoin de paix, notre Pays a besoin de sécurité, notre Pays a besoin de développement et on



ne peut pas les avoir sans nos Forces de Défense et de Sécurité. Nos Fama méritent tout notre soutien » a-t-il martelé lors de son allocution.

Des messages de paix et de réconciliation ont été lancés tour à tour par les Artistes sur la scène, pour appeler à l'union nationale derrière l'armée.

Pour cette manifestation, la MINUSMA a fourni d'importants moyens logistiques. Cet appui avait pour but de témoigner la solidarité de la communauté internationale au peuple malien et à ses Forces de défense et de sécurité. Les équipes de communication de la Mission des Nations Unies au Mali ont saisi l'occasion pour expliquer à travers des vidéos et des images, comment les Casques bleus de la Force et de la Police de l'ONU sont aux côtés des FDSM.



L'appui de la MINUSMA

FAIVA : 9ème édition à la rencontre des sans voix



Les merveilles des arts visuels et numériques étaient au rendez-vous ce week-end à Bamako au Festival africain d'images virtuelles artistiques (Faiva) du Centre soleil d'Afrique. La place Can d'Hamdallaye a accueilli cette 9e édition du 17 au 19 janvier. Autour du thème central, "la voix des sans voix", le Festival africain d'images virtuelles artistiques (Faiva) a valorisé cette année les arts visuels et les arts numériques de nombreux artistes africains. Le public a découvert ces chefs-d'œuvre à travers des expositions

d'art, de projections de vidéos, de films de court métrage à ciel ouvert et des démonstrations folkloriques. Le festival a aussi offert des ateliers d'art plastique aux enfants. Durant ces jours, les artistes ont démontré toute la place qui revient aux arts visuels étant des moyens de communication et d'expression artistique. Un pari qu'a réussi le Centre soleil d'Afrique, initiateur du festival, avec la collaboration du groupe Walaha à travers son programme Ciné à dos. Innovation de taille. En plus de la place Can,

le site qui a abrité les activités de cette année, le Faiva s'est déplacé dans le camp des réfugiés de Diatoula, un quartier périphérique de Bamako. Sur place, les organisateurs ont fait des projections de films.

Outre les expositions d'art des grands artistes maliens et d'ailleurs, l'espace de promotion de talent et de créativité a, de même, accueilli les œuvres d'une vingtaine de jeunes artistes. En marge du festival, ils avaient suivi un atelier en photographie et vidéo dans le cadre du programme polyphonie pour la paix.

Ces innovations ont été appréciées par le département en charge de la Culture qui voit "le Faiva évoluer de succès en succès". Le représentant de Mme la ministre, Boureima Fofana, aussi directeur du Conservatoire des Arts et Métiers Multimédia Balla Fasséké Kouyaté, a salué la commission d'organisation du festival avec à sa tête le directeur du Centre soleil d'Afrique, Hama Goro, pour ses efforts.

Après neuf éditions, le Faiva veut apporter plus d'innovations. Au cœur, un objectif précis : faire valoir le talent, le génie et la créativité des artistes évoluant dans le domaine, éduquer et sensibiliser le public malien à travers les visuels comme moyen de communication dans un pays où la lecture est "très peu développée".

■ **Kadiatou Mouyi Dombia**



En Côte d'Ivoire : Le clan Soro tente de s'organiser en l'absence de son chef

Sous le coup d'un mandat d'arrêt international, l'ex-rebelle et candidat à la présidentielle peine à lancer sa campagne

Bloqué sur la ligne de départ. En annonçant sa candidature à l'élection présidentielle ivoirienne prévue en octobre 2020, Guillaume Soro connaissait-il les risques qu'il prenait pour lui et pour ses partisans ? « Vous savez, j'ai déjà été arrêté cinq fois... Et si j'ai des ennemis puissants, n'oubliez pas que moi aussi je suis puissant », répondait-il en octobre 2019 au Monde Afrique. Trois mois plus tard, la situation est pour le moins compliquée pour l'ancien chef rebelle qui, à 48 ans, a déjà occupé quelques-unes des plus hautes fonctions de Côte d'Ivoire.

Empêché d'atterrir à Abidjan la veille de Noël, le 23 décembre 2019, après six mois passés à l'étranger, et contraint de faire demi-tour pour rentrer en Europe, il est désormais sous le coup d'un mandat d'arrêt international émis par la justice ivoirienne. L'ancien premier ministre et ex-président de l'Assemblée nationale

est accusé d'avoir fomenté une « insurrection civile et militaire ».

« Créer une insurrection »

Ses proches ne sont pas plus épargnés : entre le 23 et le 31 décembre, 17 membres de son entourage, dont cinq députés, ont été arrêtés et écroués, la plupart pour « tentative d'atteinte à l'autorité de l'Etat » et « divulgation de fausses nouvelles en vue de créer une insurrection ». Amnesty International s'en est publiquement émue : dans un communiqué publié le 10 janvier, l'organisation non gouvernementale (ONG) conseillait au gouvernement ivoirien de « s'abstenir d'utiliser le système judiciaire pour persécuter des dirigeants de l'opposition et des dissidents ».

Les arrestations des « pro-Soro » sont intervenues au moment où ceux-ci devaient lancer les activités de la campagne de leur leader. « Ça n'est pas évident de se mobiliser, les responsables sont soit en prison, soit en exil. Sur le terrain en Côte d'Ivoire, il ne reste que des

seconds couteaux », confie un proche de Guillaume Soro, lui-même à l'étranger dans l'attente d'une « amélioration du contexte politique et sécuritaire ».

Ses proches emprisonnés le 23 décembre ont, dans un premier temps, été regroupés à la Maison d'arrêt et de correction d'Abidjan (MACA), avant d'être, pour la plupart d'entre eux, dispersés un peu partout dans le pays. Officiellement, leur transfert était lié à la surpopulation carcérale de la MACA, mais pour Issa Doumbia, conseiller de Guillaume Soro, « les autorités voulaient éviter qu'ils se concertent en prison et prévoient des actions ».

Désormais orphelin de son leader et de ses responsables nationaux, Générations et peuples solidaires (GPS), le mouvement politique récemment lancé par Guillaume Soro pour conquérir le pouvoir, tente de s'organiser afin de poursuivre le « combat politique ». Aujourd'hui, les militants n'ont qu'un seul slogan à la bouche : « Résistance pacifique et politique ». Mais, pour « résister », encore faut-il pouvoir se réunir. Depuis le 23 décembre, le local qui servait de siège au GPS est surveillé par des policiers et interdit d'accès. Dans ce bâtiment qui jouxte l'ambassade des Etats-Unis, au cœur du quartier huppé de Cocody, « tous nos documents ainsi que le matériel in-

formatique ont été saisis », précise Habib Sanogo, le porte-parole de la cellule Europe de GPS. Dans la foulée des arrestations, plusieurs domiciles des responsables du mouvement ont également été perquisitionnés.

Arrière-cuisines

Depuis lors, sur le terrain, le mouvement est plus discret. Aucun meeting ni rassemblement ne s'est tenu depuis la fin décembre. Anne-Marie Bonifon, la nouvelle responsable de GPS Côte d'Ivoire, se défend pourtant de toute cessation des activités du mouvement : « Il y a un temps pour tout, insiste-t-elle. Pour l'instant, on va à la rencontre des populations et on les écoute tout en préparant le retour imminent du président Soro. Ce n'est pas cette chasse à l'homme qui nous arrêtera ».

C'est sur Internet que la « résistance » fait le plus de bruit. Les partisans de GPS ont massivement investi les réseaux sociaux qu'ils alimentent chaque jour, afin de « contrer le monopole de l'information que s'est arrogé le pouvoir avec la RTI [la chaîne publique Radiodiffusion télévision ivoirienne] », explique Habib Sanogo. « On a dépassé les 100 000 adhérents en partie grâce à Internet. Aucun autre parti politique n'a gagné autant de membres en un laps de temps si court, ça montre l'engouement autour de notre campagne », affirme Affoussiata Bamba Lamine, avocate et proche de Soro, sans qu'il soit possible de vérifier ce chiffre. S'il doute de sa véracité, le politologue Sylvain N'Guessan estime que le GPS n'aura pas de mal à trouver des militants et des sympathisants. « Guillaume Soro a géré la moitié de la Côte d'Ivoire pendant près de dix ans, rappelle-t-il. Le gouvernement ne peut pas effacer cela en une campagne de trois mois. »

Pour autant, juge M. N'Guessan, la campagne ne se joue ni sur les réseaux ni dans la rue, mais bien davantage dans les arrière-cuisines de la politique ivoirienne : « Entre le président Ouattara et Soro, c'est surtout une question d'ego. Tout cela peut se régler si l'un ou l'autre met sa fierté de côté. L'histoire politique ivoirienne est faite de revirements. »

Fathi Bachagha (ministre libyen-GNA) : « Notre camp politique respecte la trêve »



Fathi Bachagha est le ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Union nationale libyen de Fayez el-Sarraj (photo), chef du gouvernement libyen reconnu et soutenu par l'ONU.

Fathi Bachagha, le ministre de l'Intérieur du gouvernement d'Union nationale libyen de Fayez el-Sarraj est notre invité ce matin. Il est

considéré comme l'homme fort de l'Ouest libyen. Fathi Bachagha était ce dimanche à Berlin en marge de la conférence internationale sur la Libye. Il nous donne son point de vue sur le processus politique et sécuritaire actuellement en cours dans son pays sous l'égide des Nations unies et affirme que son camp politique respecte la trêve.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

CPI : Les avocats de la Côte d'Ivoire s'opposent à une requête de Laurent Gbagbo



L'ancien président Laurent Gbagbo à la Cour pénale internationale, le 15 janvier 2019. Les avocats de la Côte d'Ivoire ont déposé un

court mémoire devant les juges de la Cour pénale internationale. Ils s'opposent à une requête de Laurent Gbagbo demandant aux juges de lever les conditions imposées à sa libéra-

tion. Cette requête doit être débattue le 6 février devant la Cour.

Autorisés pour la première fois à s'exprimer dans le procès, les avocats de la Côte d'Ivoire s'opposent à la levée des conditions imposées à Laurent Gbagbo. L'ex-président n'est, notamment, pas autorisé à quitter Bruxelles, où il réside désormais, sans autorisation. Jean-Pierre Mignard et Jean-Paul Benoit demandent que ces restrictions soient imposées jusqu'à la clôture définitive de l'affaire.

L'appel intenté par la procureure contre l'acquiescement prononcé il y a un an en faveur de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé est toujours en cours. Il ne sera pas plaidé avant, au plus tôt, l'été prochain. Il faudra ensuite que les juges rendent leur décision, une étape qui peut prendre plusieurs mois. L'ancien président réclame donc une liberté totale, mais les avocats de la Côte d'Ivoire estiment que l'affaire n'est pas encore terminée, qu'il pourrait fuir dans un autre pays, ou intimider les témoins.

Pour Me Jean-Pierre Mignard et Me Jean-Paul Benoit, la Côte d'Ivoire serait alors placée « dans la même situation troublée » que celle de 2011. Les avocats ajoutent que Laurent Gbagbo est poursuivi pour crimes contre l'humanité, et non « pour une infraction mineure de vol de pommes dans un verger ».





Assemblée générale de la Fémafoot : Le collectif dénonce des irrégularités

Les membres du Collectif des ligues et clubs majoritaires (CLCM) de la Fédération malienne de football (Fémafoot) ont animé une conférence de presse, hier, au Quartier général du collectif, à l'ACI 2000. Cette rencontre avec les médias a tourné essentiellement autour de l'assemblée générale extraordinaire de la Fémafoot, prévue dimanche au Centre international de conférences de Bamako (CICB). D'entrée de jeu, l'un des conférenciers, Boubacar Monzon Traoré, dira que l'Assemblée générale extraordinaire pour l'élection des membres des commissions indépendantes de la Fémafoot a été irrégulièrement convoquée, ajoutant que le CLCM «est inquiet parce que ces irrégularités risquent de plonger le football malien dans une nouvelle crise». Pour la convocation d'une assemblée générale extraordinaire élective, appuiera de son côté Abba Mahamane, «les dispositions de l'article 45 stipulent que toute assemblée générale élective, qu'elle soit ordinaire ou extraordinaire, doit respecter un certain nombre de délais. La convocation doit être notifiée 90 jours avant à tous les membres de la fédération. Malheureusement, le comité exécutif a préparé l'assemblée générale extraordinaire en moins d'un mois. C'est une violation grave des

textes.»

Pour lui, la Fémafoot évolue sur des piliers comme un état normal : l'exécutif, le judiciaire et le législatif. «L'exécutif a été mis en place, le 29 août dernier, mais il manquait le judiciaire. Nous avons écrit au comité exécutif à plusieurs reprises et informé qui de droit, de l'impasse et de ce qui pouvait advenir. Ils (les membres du comité exécutif de la Fémafoot) ont mis en place une commission ad hoc électorale et d'appel des élections. Dans l'article 73.1 des statuts, une commission ad hoc est une commission rattachée et qui rend compte au comité exécutif. Son règlement est déterminé par le comité exécutif. La commission électorale est une commission indépendante et elle ne peut pas être rattachée au comité exécutif (article 86 des statuts). L'article 76 évoque l'incompatibilité du secrétariat général, mais le comité exécutif a érigé le secrétariat général en commission électorale et en commission d'appel des élections», a critiqué Abba Mahamane.

Concernant l'appel à candidature, enfoncera-t-il, «la date de l'appel à candidature et le délai de dépôt des dossiers ne dépassaient pas quatre jours alors que l'article 1 du code électoral précise qu'il faut donner suffisamment de

temps aux candidats de pouvoir trouver les documents afférents à leurs dossiers de candidature. Le comité exécutif a trouvé un alibi pour convoquer un collège électoral différent de celui qui a procédé à sa mise en place. Ils ont convoqué un collège de 94 membres : les 23 clubs de 1ère Division (2 voix), les 9 clubs champions des ligues (2) et les ligues (3 voix). Concernant les clubs champions des ligues, ils ont changé toutes les équipes qui étaient présentes lors de l'élection du comité exécutif. La liste des équipes de ligue 2 est basée sur le néant. Ce sont les dispositions transitoires qui doivent s'appliquer.»

Pour Modibo Coulibaly, membre lui aussi du CLCM, cette assemblée générale extraordinaire sera tout simplement annulée. «Nous dénonçons cette assemblée générale parce que nous savons et ceux qui sont en train de préparer la rencontre savent qu'elle sera attaquée et annulée. L'argent du football malien qui va être utilisé pour organiser cette assemblée, peut servir à autre chose», a martelé Modibo Coulibaly qui n'écarte pas totalement l'hypothèse d'une participation du collectif à la rencontre. Il ajoutera que le collectif a fait des propositions au comité exécutif qui n'ont pas été prises en compte. «Si le comité exécutif avait examiné ces propositions, l'assemblée générale extraordinaire allait se tenir sans problèmes», a assuré Modibo Coulibaly.



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous travaillez en croyant à un projet. Il implique plusieurs collègues. Mais on vous attend comme personne clef. Faites de longues pauses dans votre journée. Votre planning s'annonce chargé. La journée sera fatigante cérébralement et physiquement.

Faites encore attention avec l'argent. Des dépenses importantes peuvent partir pendant des courses. Si vous faites du shopping, fixez-vous une limite. Un ami peut vous conseiller de bonnes adresses pour économiser. Écoutez ses conseils pour moins dépenser !



Taureau (20 avril - 19 mai)

Bien ancré en Capricorne, Jupiter poursuivra sa mission selon ses principes, comme faciliter votre vie professionnelle. Il aplanira les tensions avec vos collègues et valorisera votre statut. Confiant, vous serez aimable avec vos partenaires de travail.

Vous aurez la chance d'augmenter votre pouvoir d'achat, grâce à des rentrées d'argent par votre activité professionnelle ou par des ventes d'objets que vous aurez proposés sur un site spécialisé. Vous en profiterez pour vous faire plaisir sans culpabiliser.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Professionnellement il n'y a pas de doutes, vos connaissances vous entraînent vers une situation confortable. Vous gagnez en confiance, mais pas seulement, une amélioration matérielle pointe son nez. Vous ne pouvez pas rêver meilleur statut.

Vos finances font une belle remontée ce qui fait un bien fou à vos comptes en banque, mais pas seulement, votre moral lui aussi reprend du service. Vous avez largement la possibilité de mettre de l'argent de côté. Quelle veine !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous parvenez difficilement à cacher vos émotions à votre entourage professionnel. Et bien malgré vous, l'impatience vous gagne, et avec elle une mauvaise communication, qui entraîne des tensions. Une ambiance pas terrible, qui vous met mal à l'aise.

Vous avez du mal ces temps-ci à faire des économies ! Vous avez envie de dilapider en quelque sorte votre argent, c'est plus fort que vous. Il semblerait que vous compensiez votre mauvaise humeur par des dépenses, ça vous soulage. Faites attention.



Lion (22 juillet - 23 août)

Du changement de chef ou de collègues peut arriver. Il est possible que ce changement soit rapide. L'occasion de changer est donc immédiate. Il faut apprendre à saisir cette opportunité. Elle peut provenir suite à une démission imprévue d'un collègue.

Excepté des excès temporaires, vous avez la tête sur les épaules pour gérer. Vos revenus sont suffisants pour garder une trésorerie jusqu'à la fin du mois. Vous privilégiez le règlement des frais. Détendez-vous ! La situation financière est bonne.



Vierge (23 août - 23 septembre)

La rentrée se sera bien passée pour votre signe, même si la nécessité de négocier certains ajustements se fera sentir. Ce n'est pas une raison pour vous décourager : il s'agira simplement de perfectionner vos méthodes pour être encore plus efficace.

Vous saurez comment vous y prendre pour faire des économies, mais vous serez confronté à des frais liés à des dysfonctionnements. Revoir votre gestion vous perturbera, car vous n'aurez pas anticipé les problèmes financiers que vous rencontrerez.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

C'est avec un œil nouveau que vous décidez de prendre des risques professionnels. Reconversion, changement de poste, idées novatrices, vous passez à la loupe toutes les images qui traversent votre esprit. Vous cherchez la nouveauté et la motivation.

Pourquoi vous priver si vous avez la possibilité et les moyens financiers de vous faire plaisir. Aujourd'hui, si le temps vous manque, vous ne courez pas les magasins à la recherche des bonnes affaires, c'est internet qui vient à vous !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre relationnel est un peu perturbé aujourd'hui, vous avez tendance à n'en faire qu'à votre tête ! On ne peut rien vous dire, vous voulez décider de tout. Des tensions nerveuses vous gagnent et avec elles de l'impatience. Ce n'est vraiment pas terrible !

Toujours ces dépenses un peu excessives que vous avez du mal à stabiliser et qui viennent vous perturber. Vous devez faire de gros efforts pour vous maintenir à flot, mais vous aller y arriver. Mars vous donne sa puissance d'action, vous ne lâchez pas.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous travaillez avec une conscience professionnelle, mais l'ambiance est instable. Vos collaborateurs n'apportent pas d'appui. Vous avancez seul sur vos tâches. La journée peut vous décourager. Faites un break et ne surchargez pas votre planning !

L'argent part aussi vite qu'il entre ! Il faut redoubler de prudence. Vos dépenses sont liées à un train de vie animé ! Les sorties, les amis et les produits de voyage reviennent cher. Mais tout cela glisse sur vous. En toutes circonstances, vous êtes zen !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Ce sera le moment de formuler votre requête, de déposer votre candidature. Vous n'obtiendrez pas forcément satisfaction dans l'immédiat, mais vos démarches finiront par aboutir. Ouvrez l'œil, tendez l'oreille et avancez discrètement vos pions.

Votre argent se déplacera d'un compte à l'autre. Votre démarche consistera à repenser la gestion de votre budget. Vous limiterez les frais d'un côté, cherchez des avantages de l'autre. Cela ne plaira pas trop à votre banquier, mais vous vous en moquerez.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous visez un poste professionnel, le seul problème, c'est que vous manquez de compétences. Soit vous prenez votre courage à deux mains et vous tentez de vous présenter, soit vous continuez à progresser pour acquérir plus d'expérience.

Votre situation financière mérite un peu plus d'attention. Ne jouez pas les généreux, si vos finances ne vous le permettent pas. Il est grand temps de faire vos comptes, si vous envisagez de faire des dépenses pour la maison, le projet est repoussé.



Poisson (19 février - 21 mars)

Les carrés du jour d'Uranus sur vos deux planètes lumineuses ne sont pas là pour arranger votre communication ni votre relationnel ! Et ça perturbe votre travail. Vous ne supportez plus la routine ni les obligations qui vont avec. Vous perdez patience.

Vous avez peut-être envie de déménager en ce moment. Une envie d'investissement immobilier peut vous surprendre, en tout cas les astres y sont favorables, et la chance est à vos côtés. Profitez-en, et commencez par vous plonger dans les annonces !

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA